

de \$248 millions des recettes nettes de transferts, qui ont atteint \$608 millions. L'accentuation du déficit au titre des services était en grande partie attribuable à l'augmentation des déficits relatifs aux «autres services» et aux intérêts et dividendes. Les opérations au titre des «autres services», qui comprennent les opérations des administrations publiques, les revenus divers et les services commerciaux, se sont soldées par un déficit de \$1,097 millions, soit une augmentation de \$213 millions par rapport à 1973. Les paiements nets de revenus divers justifiaient de la plus grande partie de cette augmentation. Le déficit au titre des intérêts et dividendes, qui est le principal responsable du déficit global au titre des services, s'est accru de \$148 millions pour s'établir à \$1,492 millions. L'accroissement marqué des capitaux des immigrants, correspondant à l'augmentation considérable du nombre d'immigrants entrés au Canada en 1974, a été le principal facteur responsable de l'augmentation de l'excédent au titre des transferts unilatéraux. Les contributions officielles aux pays en voie de développement se sont accrues de 30% pour se chiffrer à \$332 millions.

### 21.4.2 Mouvements de capitaux

Les mouvements de capitaux entre le Canada et les autres pays se sont soldés en 1974 par une importante entrée nette de \$1,901 millions, comparativement à une faible sortie nette de \$42 millions en 1973. Les entrées nettes de capitaux à long terme ont augmenté de près de \$300 millions pour s'établir à \$944 millions, tandis que l'entrée nette de capitaux à court terme s'est élevée à \$957 millions, ce qui représente un revirement de \$1,650 millions par rapport à la sortie nette enregistrée en 1973. L'entrée nette de capitaux et le déficit de \$1,877 millions au compte courant ont produit une augmentation nette de \$24 millions des avoirs monétaires officiels nets du Canada.

**Investissements directs.** Les entrées nettes au titre des investissements directs étrangers se sont élevées à quelque \$435 millions en 1974, dont plus de 95% provenaient des États-Unis. L'entrée annuelle a considérablement diminué par rapport à celle de l'année précédente (\$720 millions) et constituait la plus faible entrée annuelle depuis 1964. Bien que généralisée, la baisse des investissements directs s'est fait surtout sentir dans le secteur du pétrole et du gaz naturel.

Les prises de contrôle de sociétés étrangères par des entreprises établies au Canada ont eu une forte influence sur les investissements directs canadiens à l'étranger en 1974, contribuant pour une large part à porter les sorties nettes au niveau sans précédent de \$645 millions. Un peu plus de 55% des sorties sous forme d'investissements directs étaient destinées aux États-Unis, et près de 40% à des pays d'outre-mer autres que les pays d'Europe et le Japon. Un peu moins de la moitié des sorties sous forme d'investissements directs canadiens provenaient d'entreprises minières canadiennes; venaient ensuite les entreprises financières avec près de 20% du total.

**Commerce des valeurs mobilières.** Les opérations sur les valeurs mobilières se sont soldées par une entrée nette de \$1,905 millions, la plus forte entrée annuelle enregistrée dans cette série, qui est calculée depuis 1927. Les ventes de nouvelles émissions canadiennes à des non-résidents ont atteint un nouveau sommet de \$2,437 millions, tandis que les rachats sont tombés à \$485 millions, le plus faible niveau observé depuis 1969. Toutefois, le commerce des valeurs canadiennes en circulation s'est soldé par une sortie nette de capitaux de \$72 millions, soit une différence de \$79 millions par rapport à l'entrée nette de \$7 millions l'année précédente. Les opérations sur les valeurs étrangères ont produit une entrée nette de \$25 millions. Les ventes au Canada de nouvelles valeurs étrangères ont atteint \$26 millions, les rachats de valeurs étrangères détenues par des Canadiens, \$12 millions, et les opérations sur les valeurs étrangères en circulation, à une entrée nette de \$39 millions.

En 1974, les taux d'intérêt à long terme ont augmenté plus fortement au Canada qu'aux États-Unis ou en Europe, incitant ainsi les emprunteurs à chercher des fonds à l'étranger. En outre, l'attrait de certaines émissions canadiennes pour les investisseurs étrangers a été accru par le relèvement en 1974 de la cote de solvabilité d'un certain nombre d'emprunteurs canadiens. Le gouvernement du Canada et les provinces de l'Ontario, du Manitoba et du Québec se sont vu attribuer une meilleure cote de solvabilité par le Moody's Investors Service Inc., organisme américain influent.

Environ 70% des nouvelles émissions d'obligations étaient libellées en dollars des États-Unis. Environ 27%, soit \$647 millions, étaient libellées en dollars canadiens, comparativement